

Objet :

Révision des statuts du  
Parc du Luberon

EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE MAUBEC

2023-DEL-11



*L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux mars, le Conseil Municipal de la Commune de Maubec s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Frédéric MASSIP, Maire.*

*Nombres de membres en exercice : 19*

***Présents :** Frédéric MASSIP, Aurore STELLA, Michel REY, Sandrine CASTINEIRA, Jean-François DUBOIS, Jacques REYNAUD, Annie PATRAS, Philippe CORRE, Delphine PILLARD, Sylvain LEVEQUE, Maïté BERTRAND, Marie-Line LLAMAS, Hervé GAYET*

***Absents excusés :** Philippe STROPPIANA (Pouvoir à Jean-François DUBOIS), Jean-Louis BOQUIS (Pouvoir à Sandrine CASTINEIRA), Christine PERROT, Grégory FREDIN (Pouvoir à Aurore STELLA), Sylvana MACAIGNE (Pouvoir à Marie-Line LLAMAS), Richard GIUFFRIDA*

*Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer*

*Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance : Sandrine CASTINEIRA*

*Rapporteur : Jean-François DUBOIS*

\*\*\*\*\*

Le rapporteur propose d'approuver la révision des statuts du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional du Luberon adopté par le comité syndical concernant la désignation des membres associés en qualité de partenaires.

Le Conseil Municipal,  
Après avoir entendu  
L'exposé du rapporteur,  
Après en avoir délibéré

Par 15 voix pour,  
et 2 abstentions :

Marie-Line LLAMAS et Sylvana MACAIGNE

- ❖ **APPROUVE** la révision des statuts du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional du Luberon adopté par le comité syndical concernant la désignation des membres associés en qualité de partenaires.

Ainsi délibéré, les an, mois et jour susdits.

La secrétaire de séance,

Sandrine CASTINEIRA

Le Maire,

Frédéric MASSIP



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage. Dans ce délai, il pourra être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux. Sauf dans le cas où un régime de décision implicite d'acceptation est institué par la loi, le silence gardé pendant plus de deux mois par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400711-20230322-2023-DEL-11-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2023

Affichage : 28/03/2023

Pour l'autorité compétente par délégation

